RÉSISTER, REBONDIR... ET #ACCÉLÉRER !

synteConseil

RÉSISTER, REBONDIR... ET #ACCÉLÉRER !

Nous remercions tous ceux qui ont contribué à cette étude

- **Le Conseil d'administration de SYNTEC CONSEIL** pour son soutien
- **Les membres du comité de pilotage qui a dirigé les travaux :** Jean-Marie Hennes de MARS & Co, Jean-Luc Placet et Pierre-Antoine Balu de PWC, Rémi Legrand d'EUROGROUP Consulting, David Mahé de HUMAN & WORK, ainsi que David Ifrah, Mathilde Durieux et Laurie Deringer de SYNTEC CONSEIL
- **IFOP** pour la réalisation de l'enquête et **Isabelle Vermeir** pour l'infographie
- **L'équipe projet** BAIN & Company : Marine Lesprit et Geoffroy Calmels

RÉSISTER, REBONDIR... ET
#ACCÉLÉRER !

Syntec Conseil publie son étude annuelle #Accélérer ! sur la compétitivité de l'économie et des entreprises françaises en 2019-2020

syntec Conseil

> **Syntec Conseil est le syndicat professionnel des sociétés de conseil en France**

> Il compte **250 entreprises de conseil** dans un secteur qui emploie 120 000 collaborateurs pour 20 Mds€ de chiffre d'affaires annuel.

> Nous sommes des **observateurs privilégiés de l'évolution de la compétitivité** des entreprises françaises. Nous les accompagnons en effet dans les grands défis de transformations auxquels elles sont confrontées, et les aidons à gagner en compétitivité.

Nous nous sommes inscrits au cœur du débat public sur le thème de la compétitivité, que nous savons essentielle à la prospérité future du pays.

> **Depuis 2011,** nous **publions chaque année un bilan des évolutions et des priorités** pour renforcer la compétitivité de l'économie française, sur base d'un sondage auprès de cadres dirigeants français, de l'expertise d'un groupe de travail de dirigeants de cabinets de conseil en France, et de l'analyse des données et des faits. Ce diagnostic est fait sans parti pris idéologique et dans l'intérêt de nos clients, les entreprises françaises.

> **En 2020, les objectifs de notre étude sont multiples :**

- **Prendre le pouls des entreprises** en pleine crise du Covid-19
- **Partager notre vision** sur les priorités pour les entreprises et le gouvernement afin d'assurer la reprise et soutenir la compétitivité à moyen terme
- **Dresser le bilan des réformes engagées** depuis 2017 et **identifier les freins structurels pesant encore sur la compétitivité** et les ajustements à apporter à l'agenda de réforme suite à la crise liée au Covid-19

L'édition 2020 du rapport s'appuie sur une enquête en ligne réalisée par l'IFOP auprès de 302 cadres dirigeants français entre le 20 et le 24 avril 2020.

Cette publication intervient dans un contexte de crise sans précédent.

- **Notre pays traverse une crise massive et inédite** liée à l'épidémie de Covid-19. Son impact est déjà brutal pour nombre de secteurs et d'entreprises. Son ampleur et sa durée seront considérables et constituent un défi majeur pour les équilibres économiques et sociaux du pays. Comme ce fut le cas pour la crise sanitaire, les stratégies déployées ne permettront pas d'éviter le choc mais pourront en atténuer les impacts.
- **Cette crise donne également jour à de nouveaux enjeux** pour le gouvernement, les entreprises et la société : besoin d'une résilience accrue, attention croissante aux priorités de santé et d'environnement, nouveaux modes de travail, etc. Les schémas du passé ne pourront donc s'appliquer à l'identique.
- **Ce choc intervient au bout de trois années de réformes structurelles menées par le gouvernement.** Celles-ci avaient commencé à porter leurs fruits de façon tangible en 2019 et jusqu'à la crise du Covid. Il faudra, tout en mettant en œuvre les conditions du rebond, tout faire pour préserver ces précieux acquis de compétitivité et d'attractivité.

Les mois et années à venir seront donc cruciaux pour résister à ce choc, rebondir et construire la compétitivité et la résilience de demain. Tous les acteurs économiques ont pour cela un rôle à jouer.

- Au-delà de la reprise opérationnelle et de la remobilisation de leurs équipes à court terme, **les entreprises doivent revoir en profondeur leur modèle, leur stratégie et leur raison d'être à long-terme** pour s'adapter aux évolutions issues de la crise, adresser plus fortement les enjeux sociaux et environnementaux et mieux résister à de futurs chocs.
- **L'Etat aura également un rôle clé dans cette relance,** aux côtés des partenaires sociaux, des collectivités territoriales et de l'Union Européenne. Au-delà des mesures déjà mises en place, le soutien à l'économie doit passer à moyen terme par une protection renforcée contre les nouveaux risques environnementaux, sanitaires ou cyber, et un soutien actif aux secteurs stratégiques. En parallèle, il sera clé pour l'Etat de continuer à éliminer les freins structurels à la compétitivité, en particulier concernant le coût du travail, la fiscalité et la règlementation. Ces défis devront être relevés dans le contexte de comptes publics et d'un endettement déjà fortement dégradés, ce qui rendra indispensable une vraie revue de l'efficacité de nos dépenses, que nous appelions déjà de nos vœux l'an dernier.

Notre conviction est simple et forte : tous ces défis pourront être relevés à condition que la compétitivité reste un objectif central.

Plus que jamais la prospérité future du pays et son équilibre social dépendront d'un tissu d'entreprises plus compétitives et de pouvoirs publics plus efficaces. Nous sommes pour notre part déterminés à y contribuer sans relâche.

Au nom de Syntec Conseil

Matthieu Courtecuisse
Président de Syntec Conseil,
CEO de Sia Partners

Olivier Marchal
Administrateur de Syntec Conseil,
Président de Bain & Company France

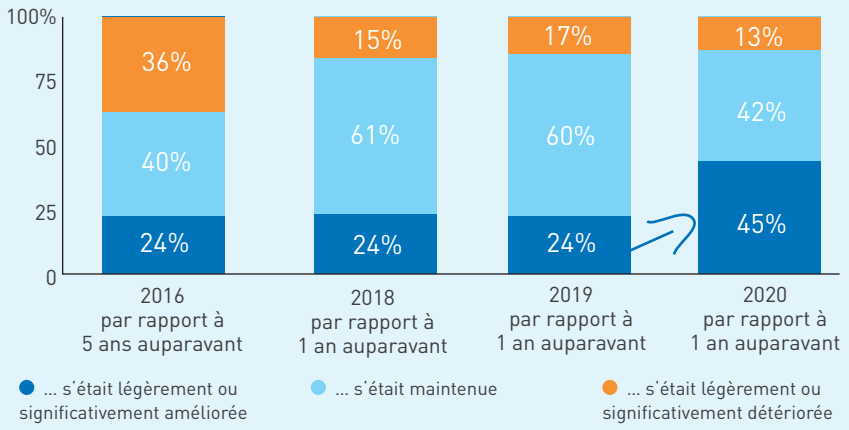
La perception de la compétitivité a nettement progressé en 2019, mais la fiscalité, le coût du travail et la règlementation en restent des freins majeurs

2019

Perception de la compétitivité

> Diriez-vous que, à fin 2019 (et donc avant la crise liée au Covid-19) par rapport à leurs concurrents en Europe, **la compétitivité des entreprises de votre secteur s'était améliorée, détériorée ou maintenue** par rapport à l'année précédente ?

(2016 – avril 2020, % de répondants)



Pourcentage des répondants pensant que la compétitivité s'était améliorée :

58% dans le commerce

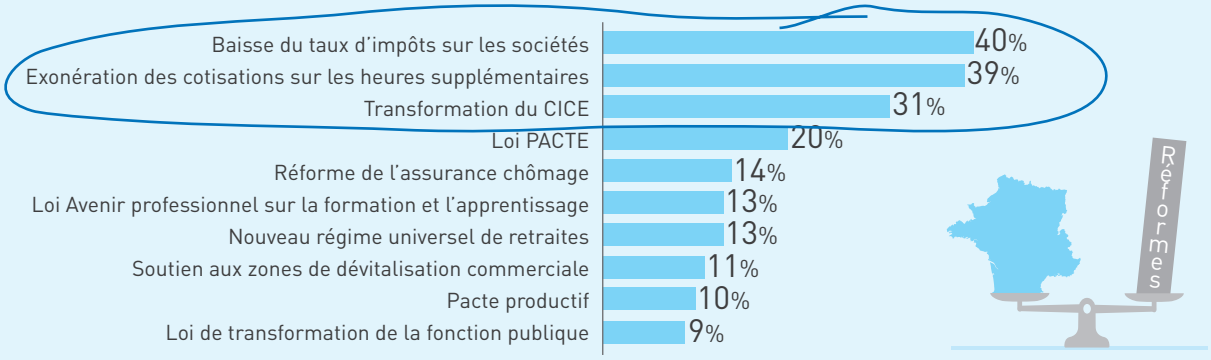
53% dans l'industrie/ BTP

42% dans les services

Réformes contribuant à cette amélioration de la compétitivité

> Parmi les réformes suivantes, récentes ou en cours, lesquelles auront selon vous **l'impact le plus positif sur la compétitivité des entreprises en France ?**

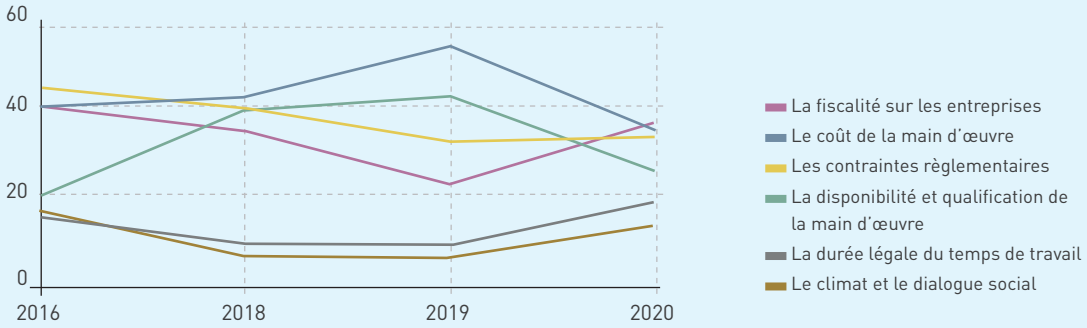
(avril 2020, % de répondants ayant mentionné la réforme) • **Deux réponses possibles par répondant**



Freins à la compétitivité

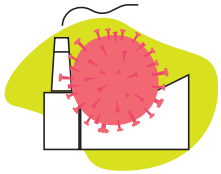
> Quels sont selon vous les **principaux freins à la compétitivité** pour les entreprises de votre secteur ?

(2016 – avril 2020, % de répondants ayant cité la réponse) • **Deux réponses possibles par répondant**



Note : N= 302, N Industrie/ BTP= 84, N Commerce= 30, N Services= 134, N Informations et communications= 19, N Activités financières et d'assurances= 24, N Activités immobilières= 15;
Méthodologie d'enquête différente des années précédentes en 2020 (enquête en ligne vs. téléphonique)
Source : Enquête en ligne réalisée par l'IFOP pour Syntec Conseil auprès de 302 cadres dirigeants français du 20 au 24 avril 2020

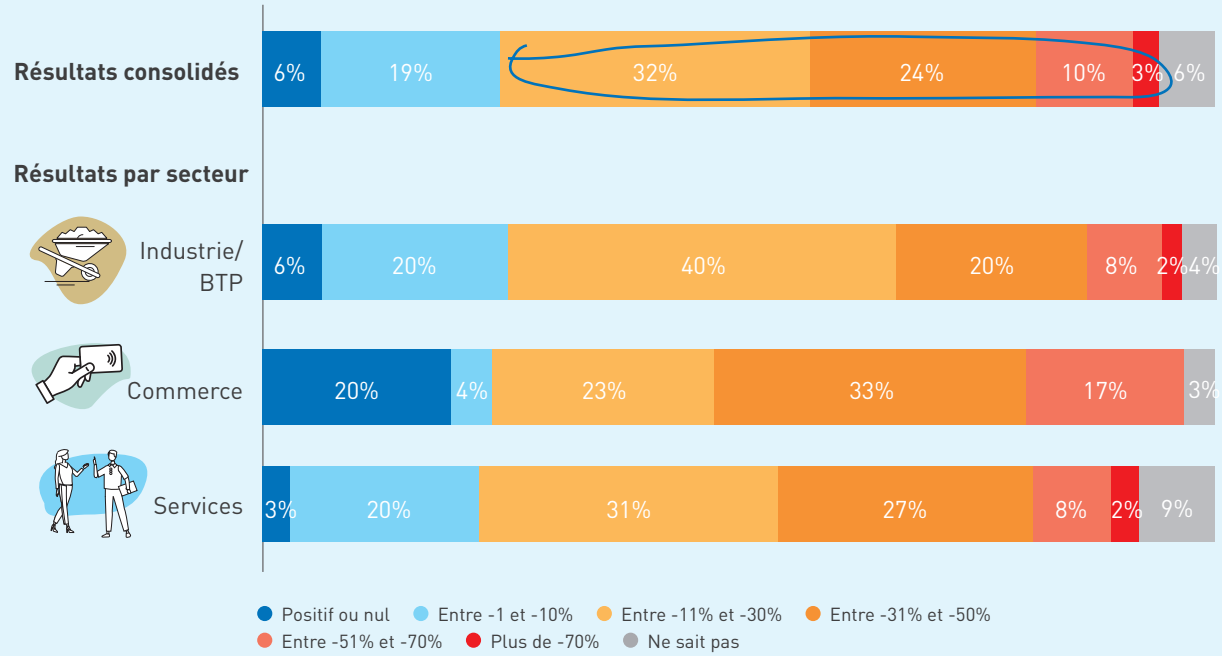
Le Covid-19 a un impact brutal sur l'activité



Impact attendu sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2020

> **Quel sera l'impact du confinement obligatoire et de la crise liés au Covid-19 sur le chiffre d'affaires** (CA) de votre entreprise à l'issue du premier semestre 2020 par rapport aux prévisions / objectifs datant d'avant le déclenchement de l'épidémie ?

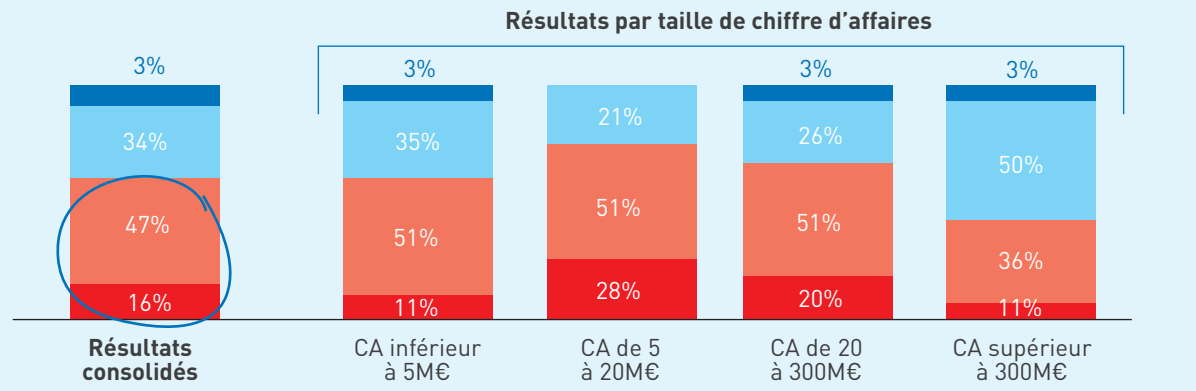
(avril 2020, % de répondants)



Impact sur l'emploi

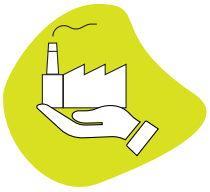
> Concernant l'emploi, parmi les mesures suivantes, **laquelle avez-vous mise en place dans votre entreprise** à la suite de la décision de confinement obligatoire ?

(avril 2020, % de répondants)



Note : N=302, N Industrie/ BTP= 84, N Commerce= 30, N Services= 134, N CA inférieur à 5M€= 97, N CA entre 5 et 20M€= 39, N CA entre 20 et 300M€= 86; N CA supérieur à 300M€= 62
Source : Enquête en ligne réalisée par l'IFOP pour Syntec Conseil auprès de 302 cadres dirigeants français du 20 au 24 avril 2020

La crise met en relief les faiblesses des entreprises et suscite de nouveaux défis

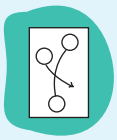


Forces et faiblesses

> **Quels points forts et points faibles de votre entreprise** cette crise du Covid-19 a-t-elle selon vous le plus contribué à mettre en avant ?

(avril 2020, % de répondants ayant mentionné ce point) • **Deux réponses possibles par répondant**

Points forts



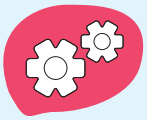
34%
Capacité d'adaptation

27%
Solidarité entre employés

22%
« Raison d'être » et responsabilité sociale

Points faibles

28%
Solidité financière



22%
Qualité des outils et process

17%
Capacité d'innovation

Enjeux pour les entreprises à court terme

> Parmi les **enjeux suivants, quels seront selon vous les plus importants pour votre entreprise** à la fin du confinement ?

(avril 2020, % des répondants ayant mentionné cet enjeu) • **Trois réponses possibles par répondant**

Des enjeux communs

- Adapter les modes de travail (33%)
- Répondre aux nouveaux besoins des clients (31%)
- Optimiser la gestion de la trésorerie (22%)

Des enjeux spécifiques selon le secteur

Industrie/ BTP

- Repenser la chaîne de production, d'approvisionnement et de logistique, y compris par des relocalisations (21%)

Commerce

- Optimiser la gestion de la trésorerie (41%)

Services

- Adapter les modes de travail (34%) (58% pour les activités de finance et d'assurance, 44% pour informations et communications)
- Se préoccuper du bien-être des salariés (19%) (32% pour informations et communications)
- Optimiser les outils internes (15%) (36% finance et assurance, 27% pour informations et communications)

et la taille de l'entreprise

CA inférieur à 20M€

- Optimiser la gestion de la trésorerie (27%)
- Etendre ou modifier le champ d'activité de l'entreprise (21%)

CA supérieur à 20M€

- Se préoccuper du bien-être des salariés (21%)
- Optimiser les outils internes (19%)

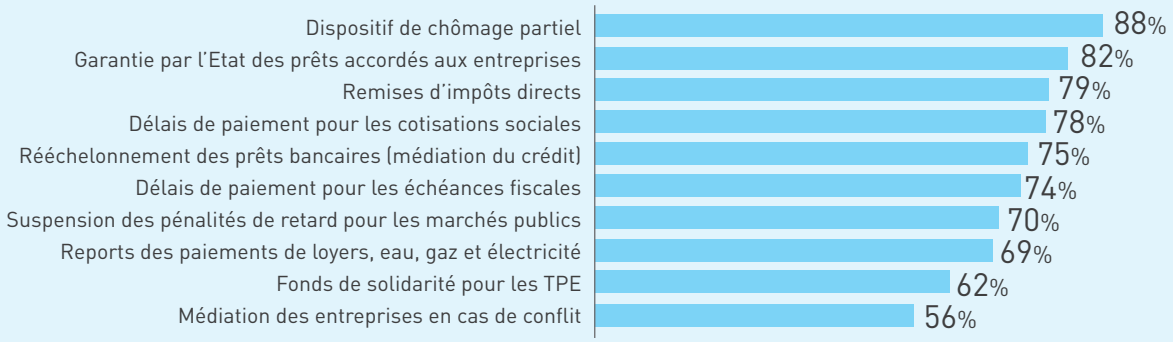
Note : N= 302, N Industrie/BTP= 84, N Commerce= 30, N Services= 134, N informations et communications= 19, N Activités financières et d'assurances= 24, N Activités immobilières= 15
Source : Enquête en ligne réalisée par l'IFOP pour Syntec Conseil auprès de 302 cadres dirigeants français du 20 au 24 avril 2020

Les entreprises plébiscitent les mesures de soutien du gouvernement mais attendent de nouvelles orientations à l'avenir

Evaluation des mesures de soutien

> Diriez-vous que **les mesures suivantes mises en place par le gouvernement** afin de soutenir les entreprises face à l'épidémie de Covid-19 sont **efficaces ou inefficaces pour les entreprises ?**

(avril 2020, % de répondants trouvant la mesure efficace ou très efficace)



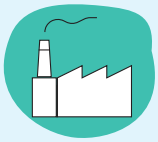
Réformes à accélérer ou ralentir

> Compte tenu de la crise liée au Covid-19, quelles sont, selon vous, **les réformes en cours qu'il faudrait le plus accélérer ? Qui pourraient le plus être repoussées ?**

(avril 2020, % de mentions, 2 réformes les plus mentionnées) • **Deux réponses possibles par répondant**

...qu'il faudrait le plus accélérer?

55%
La baisse du taux d'impôts sur les sociétés



27%
Le Pacte productif

...qui pourraient le plus être repoussées?

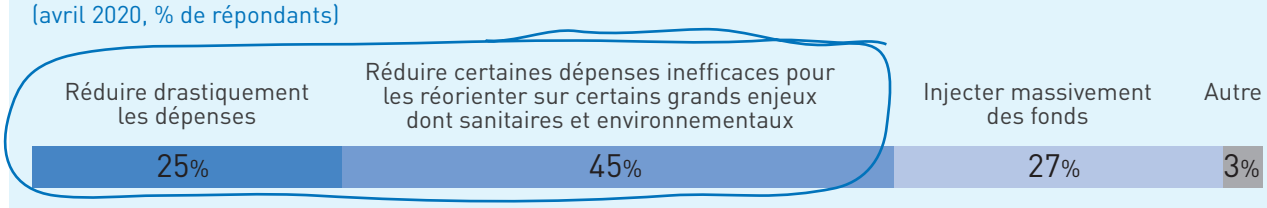
43%
Régime universel des retraites

40%
Réforme de l'assurance chômage

Dépenses publiques

> Parmi les orientations suivantes en matière de dépenses publiques, laquelle est selon vous **la plus adéquate une fois la crise du Covid-19 passée?**

(avril 2020, % de répondants)



70% en faveur d'une revue des dépenses publiques

Note : N= 302, N Industrie/BTP= 84, N Commerce= 30, N Services= 134, N Informations et communications= 19, N Activités financières et d'assurances= 24, N Activités immobilières= 15;
Source : Enquête en ligne réalisée par l'IFOP pour Syntec Conseil auprès de 302 cadres dirigeants français du 20 au 24 avril 2020

L'analyse des indicateurs macro et micro confirme l'amélioration de la compétitivité perçue par les entreprises en 2019

2019

INDICATEURS MACRO

■ La croissance avait ralenti mais dépassait celle de la Zone Euro pour la première fois depuis 2013

Taux de croissance annuel du PIB réel (2019, %)

1,5%

1,2%

Zone Euro

■ Le chômage avait continué à décliner...

Taux de chômage (T4 2019, % de la pop. active)

8,2%
(8,8% 2018)

■ ...et les réformes du marché du travail commençaient à porter leurs fruits

Créations nettes de postes d'apprentis (2019, # de postes)

50k

% de CDI dans les embauches de plus de 1 mois (2019, %)

49%

■ L'industrie avait poursuivi sa stabilisation

Nombre d'emplois créés dans l'industrie (2019)

3,2M d'emplois dans l'industrie

10,7k

■ La balance commerciale avait continué à s'améliorer mais restait déficitaire

Balance extérieure des biens et des services (2019, % du PIB)

-0,9%

6,5%

3,7%[1]

Zone Euro

■ L'image de la France auprès des investisseurs étrangers avait continué à progresser

Attractivité de la France (2019, % des répondants[2] considérant la France attractive)

vs. 74% en 2018 et 36% en 2016

84%

INDICATEURS MICRO

■ La démographie des entreprises françaises était restée dynamique...

Créations et défaillances d'entreprises (2019 vs. 2018)

+18% Nombre de créations d'entreprises

-5% Nombre de défaillances d'entreprises

■ ...mais les marges des entreprises n'avaient progressé que temporairement...

Taux de marge des entreprises[3] (T4 2019)

Amélioration ponctuelle liée au « double versement» du CICE en 2019

33%

■ ... et leur dette, supérieure à celle observée dans les pays voisins, était restée en hausse

Endettement des sociétés non financières privées (T4 2019, % du PIB)

73,5%

41,5%

60,9%

Zone Euro

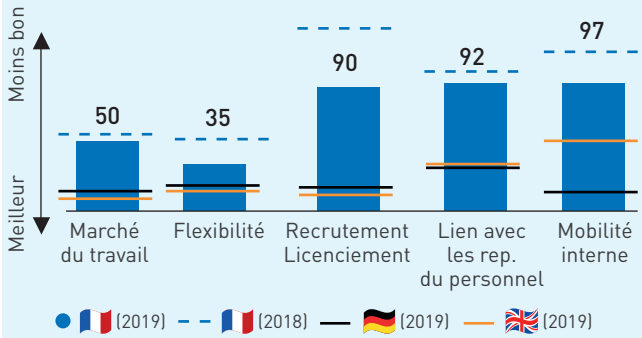
En hausse (vs. 2018) | Stable (vs. 2018) | En baisse (vs. 2018) | Impact positif sur le compétitivité française | Impact négatif sur la compétitivité française

Note : (1) Chiffre de 2018; (2) Selon les responsables d'entreprises étrangères installées en interrogés par l'IPSOS pour les « Etats de la »; (3) EBE / valeur ajoutée brute pour les Entreprises Non Financières ; Prévisions T4 2019 – T2 2020 à date de décembre 2019
Source : Eurostat, Banque Mondiale, INSEE, DARES, ACOSS, DG du Trésor, Banque de France, Ipsos, Baromètre AmCham Bain & Company 2019, Destatis

Nos analyses confirment cependant la persistance des freins à la compétitivité relevés par nos décideurs

Malgré une amélioration, le marché du travail français reste relativement rigide

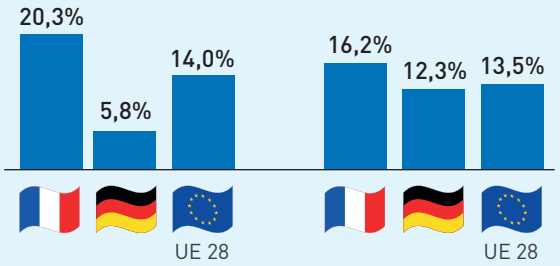
Classement au Global Competitiveness Index
(2019, classement en terme de compétitivité sur 140 pays)



Le chômage des jeunes et la part d'emploi temporaire sont supérieurs à la moyenne de l'UE[1]

Taux de chômage des jeunes (T4 2019, % de la population active de 15 à 24 ans)

Taux d'emploi temporaire (T4 2019, % de l'emploi salarié)

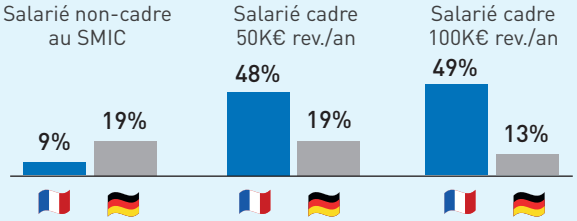


Les entreprises restent pénalisées par un coût de la main d'œuvre important...

Coût du travail horaire dans l'industrie et les services marchands
(T3 2019, € par heure travaillée)

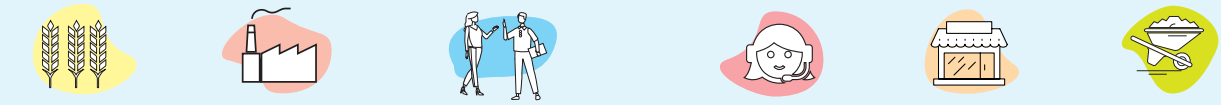
... en particulier pour les postes les plus qualifiés

Taux de cotisations patronales par niveau de salaire[2]
(2020 France, 2019 Allemagne, % du salaire brut)



En 2019, les entreprises rencontraient des difficultés croissantes de recrutement, en raison d'une inadéquation entre les compétences disponibles et leurs besoins

Part des projets de recrutement jugés difficiles (fin 2019, % et évolution vs. 2018)



50,5% (+ 7 pts) dans l'agriculture

55% (+ 0,5 pts) dans l'industrie

49% (+2 pts) dans les services aux particuliers

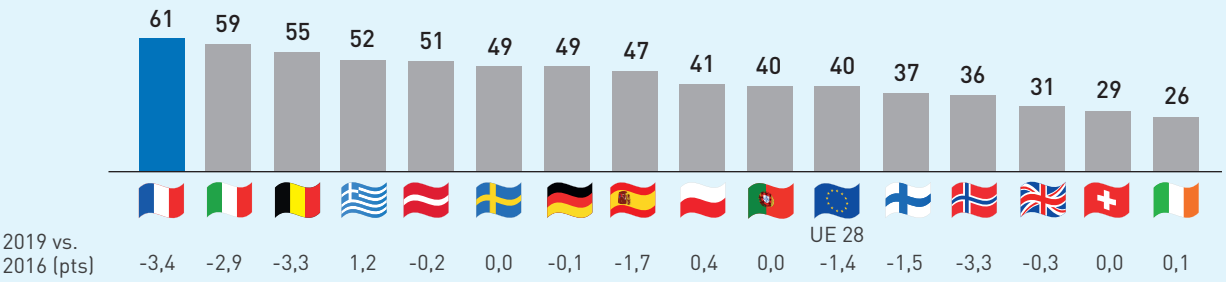
53% (-1 pt) dans les services aux entreprises

42% (-2 pts) dans le commerce

70% (+ 2 pts) dans la construction

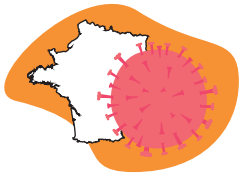
La pression fiscale sur les entreprises françaises demeure la plus lourde d'Europe en dépit d'allègements récents

Taux fiscal total des entreprises (taxes et contributions) (2019, % du résultat commercial des entreprises)

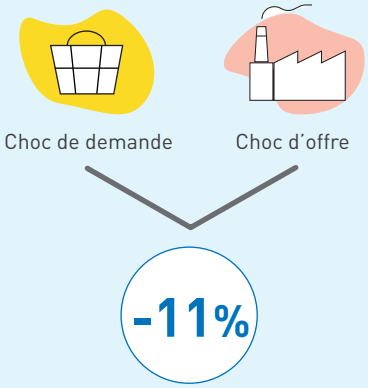


Note : (1) Données corrigées des variations saisonnière mais non des variations des jours ouvrés, (2) Pour un salarié en CDI, sans heures supplémentaires, prime d'activité, treizième mois, titres restaurants ni indemnité kilométrique vélo, vivant dans la capitale, travaillant dans une entreprise de plus de 250 salariés soumise à la convention collective de droit commun et au taux de 2,2% sur les accidents du travail (FR) avec frais de complémentaire santé de 40€/ mois/salarié et contribution de l'employeur à 50%(FR).
Source : Banque Mondiale; Eurostat, DARES, Rexecode, Pôle Emploi, INSEE, WEF Global Competitiveness Index 2019

L'épidémie de Covid-19 pèsera fortement sur la croissance et l'emploi en 2020 et potentiellement sur la compétitivité des entreprises françaises



Le confinement lié à l'épidémie de Covid-19 pèsera fortement sur la croissance et l'emploi en 2020



-1% (-162 000) **emploi salarié privé hors intérim** au T1 2020 vs. T4 2019

-37% (-291 800) **emploi intérimaire** au T1 2020 vs. T4 2019

+31% (+1 089 100) **demandeurs d'emploi en catégorie A inscrits à Pôle Emploi** fin avril 2020 vs. fin février 2020 (+ 386 800 en catégorie A, B et C confondues)

-74% (-539 930) **déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim)** fin avril 2020 vs. fin février 2020

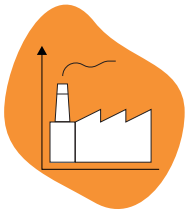
La crise pourrait donner un coup d'arrêt à l'évolution de la compétitivité de l'économie française constatée en 2019. Les freins au rebond semblent plus marqués que dans d'autres pays, en particulier qu'en Allemagne qui semble mieux positionnée pour rebondir une fois de plus

		🇫🇷	🇩🇪	🇮🇹	🇪🇸	🇬🇧
Sévérité de la crise[3]	Sévérité et durée de confinement (au 1er Juin 2020)	Strict > 50 jours	Strict < 50 jours	Strict > 50 jours	Strict > 50 jours	Strict > 50 jours
	Indice de production industrielle[4] (mars vs. février 2020)	-16%	-11%	-28%	-12%	-4%
	Croissance du PIB au T1 2020 (vs. T4 2019, %)[5]	-5,3%	-2,2%	-5,3%	-5,2%	-2,0%
Capacité d'absorption de l'économie	Endettement des entreprises non financières (T4 2019, % PIB)	74%	42%	64%	61%	65%
	Endettement des ménages (T4 2019, % PIB)	62%	55%	41%	57%	84%
	Ratio de dette sur fonds propres des banques (2018)	4,9	4,1	8,6	4,6	6,1
Soutien du gouvernement	Mesures existantes[6] (% du PIB)	15%	34%	33%	11%	18%
	Capacité additionnelle (dette publique, 2019, % du PIB)	98%	60%	135%	96%	85%

Note : (1) Estimation du gouvernement au 2 juin 2020 ; (2) Commission Européenne; (3) les différences d'impact sur le mois de mars et au T1 peuvent partiellement refléter les dates de début de confinement (France 17 mars, Allemagne 22 mars, Italie 10 mars, Espagne 15 mars, Royaume-Uni 24 mars 2020) ; (4) Industries extractives, manufacturières ; production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, données désaisonnalisées et ajustées des effets de calendrier ; (5) Données ajustées des variations saisonnières et des jours ouvrés ; (6) Mesures budgétaires, prêts, garanties et participations, exclut les reports d'échéances fiscales et sociales

Source : INSEE, Acoss, ONS, Destatis, INE, ISTAT, OFCE, gouvernement, DARES, Eurostat, OCDE, FMI, Banque de France, Bruegel Institute, LitSearch

Au-delà de la résistance à la crise, les entreprises doivent repenser leur modèle afin de rebondir et regagner en compétitivité à l'avenir



- **A court terme, l'enjeu est d'assurer la reprise d'activité et de remobiliser les employés après plusieurs semaines de confinement**

Planifier la reprise

- **Planifier la reprise opérationnelle** y compris la réouverture de sites et le retour des équipes (dont modalités sanitaires) et l'ajustement de la chaîne de production et logistique
- **Ajuster le pilotage financier** via la mise à jour des objectifs, la mise en place de plans de contrôle des coûts et l'optimisation de la trésorerie (entrées/sorties, OPEX/CAPEX)
- **Mettre à jour les plans de gestion de crise** (rôles et responsabilités, process, outils) couvrant entre autres les risques sanitaires, cyber ou environnementaux

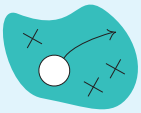
Remobiliser les employés

- **Adapter les modes de travail** (lieux de travail, lieux tiers, modes de déplacements) face aux nouvelles attentes des salariés post confinement et afin d'assurer leur sécurité
- **Suivre de près le ressenti des salariés,** proposer des solutions de soutien psychologique et **redéployer les ressources** en fonction des besoins et les contraintes liés à la reprise
- **Recréer ou adapter la culture d'entreprise** et renforcer les interactions sociales au sein des équipes et analyser l'impact du télétravail sur le moral et la productivité des employés afin d'en optimiser l'usage
- Entretenir **un dialogue continu avec les employés et représentants du personnel** afin d'assurer un certain consensus autour de la reprise et identifier les points d'inquiétude

- **A moyen terme, les entreprises doivent repenser leur organisation et leur stratégie face aux nouveaux enjeux issus de la crise. Gagner en flexibilité sera également clé afin de rester compétitives dans un environnement plus incertain**

Revoir en profondeur l'organisation et la stratégie d'entreprise

- **Identifier les nouveaux besoins des clients** et adapter l'offre à moyen terme et la stratégie de marché à 5 ans (segments prioritaires, canaux de distribution)
- **Analyser les évolutions de marché** (réglementation, technologies, concurrence, etc.), et identifier les opportunités à moyen terme (M&A, partenariats, etc.) et priorités long terme
- **Revoir les modèles opérationnels** (organisation, outils, process, modes de travail) et accompagner les inévitables restructurations dans les secteurs les plus touchés
- **Redéfinir ou réaffirmer la raison d'être de l'entreprise** et sa contribution au bien commun, dans la continuité des actions lancées pendant la crise, en y associant et des objectifs d'impact tangibles et en réajustant si besoin les objectifs financiers



Renforcer la flexibilité et la résilience

- **Identifier et corriger les risques potentiels** sur les chaînes d'approvisionnement, de production et de distribution (y compris relocalisation) et **réduire l'exposition à de nouveaux risques** (cyber, environnementaux, sanitaires)
- **Faire aboutir la transformation digitale** entamée ces dernières années et potentiellement accélérée avec la crise
- **Développer les compétences** des employés et renforcer la formation sur les métiers de demain (upskilling)
- **Renforcer l'efficacité de l'organisation,** tout en préservant la sécurité et le bien être des employés, grâce à de nouveaux leviers (méthodes de management, interactions sociales)

Le soutien à l'économie pèsera fortement sur les comptes publics et rend nécessaire une refonte de la dépense publique à moyen terme

■ **La baisse de revenus liée à l'activité réduite des entreprises et les mesures de soutien à l'économie vont fortement peser sur les finances publiques en 2020**

-11,4% du PIB **déficit public** attendu en 2020[1]

>115% du PIB **dette publique** attendue en 2020[1]

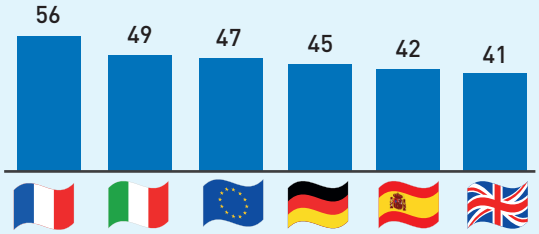
■ **La dette publique et la pression fiscale déjà excessives limitent les marges de manœuvre pour financer le soutien à l'économie. Une refonte de la dépense publique semble ainsi indispensable**

Une hausse des prélèvements obligatoires, déjà les plus lourds d'Europe, **freinerait la reprise** et impacterait la compétitivité

La dette publique est déjà très élevée et une hausse réduirait sa soutenabilité, même si les faibles taux et les rachats de la BCE limitent les risques à court terme

L'optimisation des dépenses publiques, les plus élevées d'Europe, semble indispensable

Dépenses des administrations publiques (2019, % du PIB)



Zone Euro

■ **Cet effort devra viser à améliorer l'efficacité et l'impact de l'action publique par la remise à plat de ses modes de fonctionnement. Les leviers d'amélioration sont nombreux.**

La France investit significativement dans l'éducation et la santé...

Dépenses des administrations publiques (2018, % du PIB)

Education
- 5,1%
- 4,8%
- 4,2%

Santé
- 8,1%
- 6,8%
- 7,2%

... mais les résultats ne sont pas au rendez-vous, notamment à cause de lourdeurs et de dépenses administratives supérieures à nos voisins

Exemple

- **Score au test PISA 2018** plus faible que l'Allemagne, le Royaume-Uni et les pays nordiques
- **Salaires dans l'enseignement** primaire et secondaire parmi les plus bas d'Europe (2 fois plus faibles qu'en Allemagne)
- **Nombre de personnel administratif** par élève plus de deux fois supérieur en France à l'Allemagne et au Royaume-Uni

- **Nombre de matériel médical** disponible inférieur aux pays voisins (scanners, IRM)
- **Salaires des infirmiers hospitaliers et des spécialistes** comparés au salaire moyen du pays plus faibles que la plupart des pays voisins
- **Pourcentage de personnel non-médical** au sein de hôpitaux beaucoup plus élevé en France qu'en Allemagne (34% vs. 26%)

Note : (1) estimation du gouvernement au 4 juin 2020
Source : Assemblée Nationale, OCDE, Eurostat

Afin de limiter l'impact de la crise et rétablir une croissance durable, l'Etat doit redéfinir son rôle et continuer à éliminer les freins structurels à la compétitivité

- **A court terme, l'Etat doit limiter l'impact de la crise sur l'emploi et les défaillances d'entreprises, et trouver les moyens d'aider au rebond**

Restaurer la confiance des ménages, des entreprises et des investisseurs	■ **Politique gouvernementale stable** soutenant la reprise ■ **Communication fréquente et transparente** sur la situation et l'action du gouvernement
Donner aux entreprises les moyens de résister et de réinvestir	■ **Maintien des mesures** existantes et renforcement ciblé pour les entreprises les plus touchées, en particulier PME (annulations de charges) ■ **Plan de soutien** aux secteurs les plus touchés ■ Réduction du **coût du travail,** par exemple sur les heures supplémentaires
Soutenir la consommation et faciliter le retour au travail	■ **Soutien à l'emploi** (ex: soutien à l'embauche des apprentis ou jeunes diplômés, suppression du bonus/malus sur les CDD d'usage) ■ **Aides ciblées** aux ménages (ex: garde d'enfants) ■ **Report de certaines réformes** (ex: assurance chômage, retraites)

- **A moyen terme, l'Etat devra jouer un rôle renforcé de protection et de soutien à l'économie. En parallèle, il sera plus critique que jamais de continuer à desserrer les freins structurels à la compétitivité.**

Protéger et renforcer la résilience du pays

- **Protéger le pays** contre de nouveaux risques, dont les risques sanitaires, cyber ou environnementaux, au-delà des missions traditionnelles de défense et de maintien de l'ordre
- **Conduire une politique fiscale et règlementaire stable** et entretenir la confiance des entreprises et des investisseurs français et étrangers

Développer les avantages compétitifs de demain

- **Identifier et soutenir les filières stratégiques** (ex: pharmacie, énergie) **et en fédérer les acteurs** en clusters régionaux, nationaux ou européens, et **faciliter l'émergence de leaders européens** dans ces secteurs
- **Inscrire le plan de relance dans le cadre de la transition écologique** via le ciblage de certaines aides et investissements et la fédération des secteurs clés (ex: énergie, transport)

Eliminer les barrières structurelles à la compétitivité

- **Réduire la fiscalité sur les entreprises,** en particulier les impôts de production
- **Alléger le coût du travail, notamment** sur les salaires les plus élevés
- **Ajuster le dispositif d'éducation et formation** pour mieux adresser les besoins des entreprises et favoriser la transition des compétences, accélérée par la crise
- **Assouplir la règlementation et éliminer les rigidités** générées par les Administrations Publiques

- **Afin de maximiser l'impact de ces actions, l'Etat devra mobiliser l'ensemble des parties prenantes politiques et sociales**

Travail main dans la main avec les partenaires sociaux, dans un dialogue constructif et de qualité

Fédération des collectivités locales, coordination et encouragement d'actions locales

Mobilisation et information régulière des citoyens sur l'action du gouvernement

Mise en œuvre d'un plan de relance européen (objectifs communs, aides ciblées, financement de projets)

synteConseil